

## Les marchés attendent de François Hollande qu'il trompe le peuple !



Le journal Fakir vient de réaliser [une interview, longue et intéressante, de Nicolas Doisy, économiste en chef de Cheuvreux](#), qui est la société de courtage européenne du groupe Crédit Agricole.

Cette interview est intéressante car elle permet de bien prendre la mesure du cynisme absolu :

- des "marchés", de l'oligarchie financière et de la "construction européenne" qui en est le bras armé,
- mais aussi de toute la gauche européiste française,
- et aussi de la trahison générale des dirigeants politiques français, UMP, PS, VERTS et y compris Mme Le Pen qui refuse désormais de proposer de sortir de l'euro.

S'agissant de la gauche, cette interview, qui corrobore ce que l'on dit mezza voce dans les allées du pouvoir, dans les salles de rédaction, et dans tous les partis politiques, y compris au Parti Socialiste, permet de comprendre 2 choses essentielles :

**=> D'une part, François Hollande sait parfaitement qu'il est mandaté par les marchés pour « tromper le peuple ».**

Une fois élu, il devra notamment « flexibiliser l'emploi » en supprimant en particulier les contrats à durée indéterminée.

## Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~  
L'économiste de Chevroux met les points sur les "i" en précisant : « C'est regrettable pour François Hollande, mais la nécessité d'une libéralisation du marché du travail est le résultat direct d'une appartenance de la France à la zone euro, aussi ne peut-on avoir l'une sans avoir l'autre. »

Du reste, M. Hollande est déjà allé à Londres, pour un voyage moins discret qu'il ne l'aurait souhaité, afin de rassurer les banquiers internationaux de la City londonienne en leur disant : « La gauche a été au gouvernement pendant 15 ans au cours desquels nous avons libéralisé l'économie, ouvert les marchés à la finance et aux privatisations. Il n'y a rien à craindre. »

[source : <http://www.latribune.fr/actualites/economie/france/20120214trib000683053/quand-francois-hollande-drague-la-city.html>]

**=> D'autre part, Jean-Luc Mélenchon sait également parfaitement quel est son rôle dans cette « tromperie du peuple ».**

Il sait que son rôle, d'une perfidie extraordinaire, consiste en 3 points :

a)- tenter de rassembler sur son nom le mécontentement des classes populaires en leur tenant un langage "de gauche" et d'apparence très "volontariste",

b)- faire croire à ces électeurs qu'une « Autre Europe est possible », et les détourner en conséquence de la seule vraie issue du drame dans lequel la France s'enfonce.

M. Mélenchon a certes des mots très durs contre la finance et lance des promesses mirobolantes de « désobéissance aux traités ».

Mais les observateurs ne remarquent pas le plus important : à savoir que M. Mélenchon a des mots encore plus durs contre ceux qui veulent sortir de l'euro, qu'il traite de pétainistes (« maréchalistes »), et qu'il affirme être un « fédéraliste européen ».

c)- enfin, appeler à voter au second tour pour François Hollande, ce qui revient très précisément à faire voter les classes populaires qui lui font confiance pour la politique exactement opposée à celle qu'ils veulent et qu'ils croient que M. Mélenchon propose....

Toute cette mascarade n'est certes pas une découverte pour nos adhérents et sympathisants.

Mais le fait d'en trouver confirmation noir sur blanc dans l'interview de l'un des économistes bancaires les plus en vue, permettra aux lecteurs qui nous connaissent encore mal de constater que mes analyses ne sont nullement des hypothèses fumeuses ou des "théories du complot". Cette interview d'un économiste du sérail constitue une nouvelle preuve que mes analyses sont exactes.

Cela fait 5 ans, depuis la création de l'UPR, que je fais des conférences pour expliquer que la scène politique française est devenue une vaste escroquerie politique et morale. Le démantèlement de nos acquis sociaux est exigé par l'Union européenne et découle fatalement des traités européens et de notre appartenance à l'euro. Point.

De Mme Le Pen à M. Poutou, tous les dirigeants de tous les partis politiques le savent. Mais ils ne le disent jamais car ils respectent tous la loi maffieuse de l'européisme, qui impose de ne jamais, au grand jamais, proposer aux Français de sortir de l'Union européenne.

Ils se déclarent donc tous « pour l'Europe », ou pour « une Autre Europe », ou pour « une refondation de l'Europe », bla bla bla.

Ils font tous croire aux électeurs qu'ils pourront changer les choses en restant dans la construction européenne.

Ils consentent tous à « tromper le peuple » car ils savent que c'est indispensable pour avoir une existence médiatique et pour faire carrière. Pour l'instant encore.

J'ai fait quand à moi le choix contraire : celui de ne jamais « tromper le peuple », quoi qu'il puisse m'en coûter.